



Conseil économique et social

Distr. générale
29 octobre 2014
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2015

26 janvier–3 février et 13 février 2015

Rapports quadriennaux pour la période 2010-2013 soumis par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social par le biais du Secrétaire général conformément à la résolution 1996/31 du Conseil

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Monde en sécurité	2
2. Shirley Ann Sullivan Educational Foundation	5
3. Sisters of Mercy of the Americas	6
4. Ordre souverain et militaire du Temple de Jérusalem	9
5. Teresian Association	10
6. Fondation éducative internationale « To Love Children » (Aimer les enfants)	12
7. UNESCO Association of Guwahati	13
8. Union nationale des écrivains et artistes de Cuba	14
9. United Nations Watch	15
10. United Network of Young Peacebuilders (Réseau de jeunes agents de consolidation de la paix).	17
11. Viva Rio	18
12. Wildlife Conservation Society (Société pour la conservation de la vie sauvage)	20



13. Women Organization for Development and Capacity-Building (Organisation de femmes pour le développement et le renforcement des capacités)	22
14. Women Power Connect.	24
15. Women’s Right to Education Programme	26

1. Monde en sécurité

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

La Fondation Monde en Sécurité est une Fondation privée qui se consacre à promouvoir la viabilité à long terme de l'espace extra-atmosphérique et la protection de la Terre. Cette Fondation a de nombreux partenariats avec d'éminents universitaires, praticiens et défenseurs des communautés spécialisées dans l'espace et les affaires internationales. L'objectif visé est d'œuvrer pour l'avènement d'un espace plus sûr pour tous et pour la protection de l'environnement terrestre contre les principales menaces. La Fondation fait fonction d'organe de recherche, de facilitateur et d'avocat sur les principales questions de sécurité de l'espace et autres sujets connexes et sur la façon dont ces questions influent sur d'autres domaines plus vastes tels que la gouvernance mondiale et le développement international.

Buts et objectifs de l'organisation

La Fondation a mis en œuvre une série de programmes conçus pour accroître la sensibilité aux questions touchant la sécurité de l'espace en établissant des partenariats avec certaines organisations clés. Elle a élaboré une approche ciblée destinée à favoriser la recherche sur la sécurité de l'espace, et elle est l'une des principales organisations qui se consacrent à promouvoir la recherche et la vulgarisation dans ce domaine. Elle fait fonction de source d'informations essentielle sur les questions de sécurité dans l'espace et sur terre pour les décideurs des États-Unis d'Amérique et de la communauté mondiale à travers diverses relations de partenariat. Outre son rôle de source d'informations, la Fondation s'adonne à des activités de plaidoyer en utilisant les liens établis avec la Chine, l'Europe et les Nations Unies, ce qui lui confère une place de choix vis-à-vis des questions mondiales relatives à l'espace. Les actions conçues pour rendre plus visibles les questions de sécurité de l'espace au sein du Congrès des États-Unis et des instances politiques internationales sont un élément clé du programme de la Fondation. Par ailleurs, celle-ci soutient le cas échéant certaines initiatives d'éducation et de vulgarisation à l'appui de sa vision et de ses objectifs.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

La Fondation a entrepris des activités destinées à promouvoir le programme de développement du Conseil économique et social en encourageant activement l'élaboration de saines politiques concernant l'utilisation de l'espace pour le bien de l'humanité et la sécurité de l'environnement. Elle a notamment participé à des manifestations, parrainé, voire organisé des conférences et lancé des publications sur la viabilité de l'espace, la limitation de la présence de débris dans l'espace, la sécurité de l'espace, la défense de la planète contre la présence de corps extra-terrestres venant dans son voisinage, la prise de conscience des dangers venant de l'espace et d'autres questions connexes. En 2010, la Fondation a coparrainé une manifestation organisée en marge d'une réunion de la Première Commission de l'Assemblée générale pour traiter du projet de code de conduite pour les activités

dans l'espace extra-atmosphérique et de l'établissement de mesures propres à favoriser la transparence et la confiance à l'égard des actions menées dans cet espace. En 2011, la Fondation a encouragé les pays à adhérer aux traités internationaux relatifs à l'espace extra-atmosphérique ou à les ratifier, et à adopter de saines politiques pour l'utilisation de cet espace à des fins pacifiques. En 2012, elle s'est associée à d'autres organisations pour organiser une conférence intitulée « Space for human and environmental security in the Americas : space policy, long-term sustainability and cyberhealth » (« L'espace au service de la sécurité pour l'humanité et l'environnement dans les Amériques : politique spatiale, viabilité à long terme de l'espace et cybersanté »). En 2013, la Fondation a coorganisé l'Atelier Nations Unies/Bélarus sur les applications de la technologie spatiale à des fins socioéconomiques, qui s'est tenu à Minsk.

Participation à des réunions des Nations Unies

La Fondation a assisté aux cinquante-troisième à cinquante-sixième sessions du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de ses deux sous-comités, qui se sont tenues à Vienne respectivement du 9 au 18 juin 2010, du 1^{er} au 10 juin 2011, du 6 au 15 juin 2012 et du 12 au 21 juin 2013. Lors de ces sessions, la Fondation a présenté des déclarations et des exposés techniques. Au cours de la période couverte par le présent rapport, la Fondation a également parrainé et participé à des conférences sur la sécurité de l'espace organisées par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement à Genève sur la sensibilité à la situation de l'espace, sa viabilité à long terme et le rôle de la société civile dans ce domaine.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

La Fondation a parrainé plusieurs missions consultatives techniques et réunions régionales d'experts organisées par le Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER). Elle a participé à des conférences de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) axées sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, la non-prolifération, la transparence et les mesures de renforcement de la confiance concernant l'espace extra-atmosphérique, ainsi qu'aux travaux de la Première Commission de l'Assemblée générale.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la poursuite de l'objectif n° 1 à travers un atelier tenu à Bruxelles en décembre 2013 sur la sécurité alimentaire, l'observation de la planète et la surveillance de l'environnement et en évaluant les services prévus pour répondre aux besoins des pays en développement. Elle a également contribué à la poursuite de l'objectif n° 7 en aidant à tirer parti des avantages que peuvent procurer les technologies et les systèmes spatiaux. En 2013, elle a encore contribué à la réalisation de l'objectif n° 7 en participant à des ateliers à Nairobi et au Chiapas (Mexique). L'atelier de Nairobi, qui s'est tenu en mai 2013 et était organisé en collaboration avec le Comité mondial d'observation de la Terre par satellite, a permis de renforcer la capacité de la région Afrique de l'Est en matière de mesure de l'élévation du niveau de la mer à partir de données obtenues par satellite et a

favorisé le renforcement des capacités régionales et l'utilisation des données au service de la démocratie. L'atelier tenu au Chiapas en novembre 2013 a porté sur l'utilisation des données découlant de l'observation de la Terre et des logiciels conçus à cette fin pour limiter et combattre les inondations destructrices; il a permis d'accorder une attention particulière aux sources de données gratuites, aux logiciels libres et à la formation gratuite en ligne et sur place. Ces deux ateliers ont également favorisé la réalisation de progrès dans la poursuite de l'objectif n° 8 en aidant le secteur privé à rendre disponibles les bienfaits des nouvelles technologies et en encourageant le dialogue sur les cadres de politiques, de lois et de programmes au service de technologies pouvant être utilisées pour faire face aux sécheresses, aux inondations et autres catastrophes.

2. Shirley Ann Sullivan Educational Foundation

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

La Shirley Ann Sullivan Educational Foundation se consacre à offrir des possibilités d'éducation aux enfants et adolescents à travers le monde. Elle dispense cette éducation dans des écoles primaires et secondaires, des collèges et universités et dans des centres de formation professionnelle ou d'apprentissage. Cette Fondation offre des possibilités d'instruction et d'acquisition d'aptitudes propres à l'emploi. Elle renforce les capacités au sein d'organisations de jeunes et opère en Angola, au Brésil, en Allemagne, au Ghana, au Libéria et aux États-Unis.

Buts et objectifs de l'organisation

Cette organisation a pour buts et objectifs d'offrir des possibilités concrètes d'éducation et d'emploi aux enfants et adolescents à travers le monde afin d'apporter des changements réels et de permettre un développement personnel et professionnel. Elle plaide pour qu'il soit mis fin à la traite d'enfants et d'adolescents et aide à éliminer l'extrême pauvreté par l'éducation et d'autres moyens connexes.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

La Fondation a ajouté des actions en faveur des droits de l'homme, de la lutte contre la traite des enfants et de l'éducation des jeunes en vue de leur emploi à son programme et ouvert des bureaux au Ghana et au Libéria.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

La Fondation appuie les mesures visant à prévenir la traite des êtres humains, y compris l'Initiative mondiale de lutte contre la traite des êtres humains. Elle a conçu le « signe V » pour permettre aux enfants et adolescents de faire savoir s'ils sont victimes de traite, s'ils ont été volés ou s'ils sont en danger. La Fondation souscrit pleinement à la Déclaration du Millénaire des Nations Unies et à l'action du Réseau pour l'emploi des jeunes, qu'elle appuie en facilitant l'éducation des jeunes pour l'emploi et en organisant des conférences et ateliers de volontariat afin de dispenser une formation en vue de l'acquisition d'aptitudes à l'emploi.

Participation à des réunions des Nations Unies

La Fondation a participé à une réunion d'examen des objectifs du Millénaire pour le développement qui s'est tenue le 28 avril 2011 à Monrovia, et à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue du 19 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

La Fondation a coopéré avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) au Brésil pour offrir des programmes de cours du soir en donnant des manuels scolaires et des pianos, en organisant des ateliers pour élèves du secondaire et en les éduquant sur les objectifs du Millénaire pour le développement, et en créant des projets de services communautaires à Porto Alegre (Brésil) en 2010. En outre, la Fondation a coopéré avec le programme des Volontaires des Nations Unies au Libéria dans le cadre de travaux de recherche, en organisant des réunions et en parrainant et en élaborant une politique nationale sur le volontariat.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation a pris les initiatives suivantes :

- a) Elle a aidé à organiser la Journée internationale des volontaires pour le développement économique et social en 2011 et y a participé;
- b) À l'appui des objectifs n^{os} 2 et 8, elle a accueilli deux conférences sur l'éducation pour l'emploi par le volontariat;
- c) À l'appui des objectifs n^{os} 2 et 8, elle a donné six bibliothèques numériques pour enfants;
- d) Entre 2010 et 2012, elle a accueilli des ateliers et conférences auxquels ont participé plus de 200 organisations de jeunes et 70 écoles primaires et secondaires du Brésil et du Libéria, et conçu des projets destinés à aider ces deux pays à s'approcher de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement;
- e) À l'appui des objectifs n^{os} 2 et 8, l'organisation a financé des bourses d'études au Brésil et au Libéria.

3. Sisters of Mercy of the Americas

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

Sisters of Mercy of the Americas est une organisation confessionnelle internationale qui a été fondée à Dublin en 1831 et s'emploie à servir ceux qui souffrent de pauvreté et d'autres formes de désavantage, en particulier les femmes et les enfants, et à les démarginaliser afin qu'ils mènent une vie pleine et digne dans divers contextes sociaux et culturels. L'organisation compte près de 10 000 membres et 40 000 coopérants actifs dans 44 pays à travers le monde. Son but est de faire usage de ce pouvoir collectif, sous la forme de réseau international,

pour exercer une responsabilité mondiale, dispenser des idées et des valeurs en tant qu'organisation professionnelle et de sensibiliser le public à la situation et aux droits des personnes les plus vulnérables et les plus défavorisées, en particulier les femmes.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation s'emploie à réduire l'extrême pauvreté sous toutes ses formes à travers un ensemble de ministères – santé, éducation – et d'autres services sociaux, tant institutionnels que communautaires, en partenariat avec des collègues locaux. En Afrique, elle est engagée dans un large éventail d'activités d'éducation, notamment dans les domaines de la prévention du VIH/sida et des soins directs aux personnes vivant avec le sida. En Amérique latine et aux Caraïbes, elle participe à des projets visant à émanciper les femmes par le biais de projets d'alphabétisation et à leur apprendre à faire campagne au profit de ceux qui sont privés d'aide sociale. En Asie, ses membres s'adonnent principalement à des activités d'éducation, tandis qu'en France, en Irlande, en Italie, en Roumanie et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi qu'en Amérique du Nord, ils participent à une foule d'activités, par-delà le plaidoyer en faveur des populations pauvres.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation contribue aux travaux des Nations Unies en concentrant son action sur le développement durable, l'élimination de la pauvreté et la lutte contre la traite des êtres humains. Elle réunit le Groupe de travail sur l'exploitation minière et participe activement aux travaux du Comité des ONG pour la lutte contre la traite des êtres humains. Elle a collaboré aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et est actuellement un important participant aux travaux du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable. Elle mobilise plus de 7 500 de ses membres et des milliers de membres de ses partenaires en utilisant les politiques et les conventions des Nations Unies pour renforcer les capacités et promouvoir un monde juste, viable et équitable pour les peuples et pour la planète.

Participation à des réunions des Nations Unies

En 2011 et 2012, l'organisation a participé aux réunions suivantes :

- a) La réunion régionale préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes, tenue à Santiago du 7 au 9 septembre 2011;
- b) La réunion régionale préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Genève les 1^{er} et 2 décembre 2011;
- c) La dix-septième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 28 novembre au 9 décembre 2011;

d) Les première, deuxième et troisième réunions intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenues à New York respectivement les 10 et 11 janvier 2011, les 15 et 16 décembre 2011 et les 26 et 27 mars 2012.

En 2013, l'organisation a participé aux manifestations suivantes :

a) Un forum régional sur les entreprises et les droits de l'homme en Amérique latine et aux Caraïbes, tenu à Medellin (Colombie) du 28 au 30 août 2013;

b) Le dialogue interactif de l'Assemblée générale sur l'harmonie avec la nature, tenu à New York le 22 avril 2013;

c) La réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'évaluation du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes, tenu à New York les 13 et 14 mai 2013.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec les organismes suivants :

a) Le Bureau du Rapporteur spécial sur la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants;

b) Le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme;

c) Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur son plan de gestion stratégique, en lui soumettant des commentaires écrits;

d) Le Rapporteur spécial sur les conséquences pour les droits de l'homme d'une gestion écologiquement saine et l'élimination des substances dangereuses et des déchets toxiques;

e) Le Rapporteur spécial sur le droit fondamental à une eau potable et à l'assainissement;

f) Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), sur la Corne de l'Afrique (2011);

g) Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Groupe de travail sur l'activité minière (2013).

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Comme il a été indiqué ci-dessus, l'organisation œuvre pour la réalisation des objectifs n^{os} 1, 3, 4, 5 et 7 à l'échelon local dans 44 pays.

4. Ordre souverain et militaire du Temple de Jérusalem

Statut consultatif spécial : 2002

Introduction

L'Ordre souverain et militaire du Temple de Jérusalem, immatriculé en Suisse, est une organisation parapluie dotée d'un pouvoir exécutif et législatif centralisé. Chaque grand prieuré indépendant (groupe ayant droit de vote) est constitué dans son pays d'origine en tant qu'entité à but non lucratif. L'organisation compte 21 groupes ayant droit de vote (Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Croatie, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Italie, Mexique, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, Serbie, Suède et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), soit en 2013 un total combiné de plus de 6 000 hommes et femmes.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation vise l'instauration d'un dialogue constructif entre les grandes religions, les individus et les nations dans un climat de respect mutuel, de compréhension et de paix. Elle concentre son action sur des œuvres charitables, culturelles et humanitaires et sur la réconciliation. Outre les activités locales et nationales de chacun de ses grands prieurés, l'organisation met en œuvre des programmes collectifs à travers le monde pour promouvoir le dialogue entre les foies Abrahamiques et les autres grandes religions du monde afin d'approfondir la compréhension, de renforcer la tolérance et d'aider les communautés chrétiennes de par le monde, en particulier en Terre Sainte, chaque fois que leurs droits fondamentaux sont exposés au risque d'être violés. L'organisation a pour but de construire des ponts de compréhension et de soutien entre les Églises orientales et occidentales de la foi chrétienne et d'aider les Nations Unies et les organisations internationales de la société civile en participant aux secours en cas de catastrophe, à l'aide humanitaire, à la consolidation de la paix et au développement durable.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Le rayonnement géographique de l'organisation est passé de 14 grands prieurés dans 13 pays en 2009 à 21 grands prieurés dans 20 pays en 2013.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation exerce ses activités au service de la paix et de la réconciliation et du dialogue entre les religions et apporte un appui financier et administratif à ceux qui dispensent une aide humanitaire. Elle appuie les efforts menés par les Nations Unies pour combattre le trafic des stupéfiants et éliminer la criminalité transnationale organisée. Elle s'associe aux buts de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui a son siège à Vienne. L'organisation apporte un appui financier direct à une organisation de microcrédit, et elle soutient l'action de l'UNICEF.

Participation à des réunions des Nations Unies

L'organisation a participé à la soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information sur les organisations non gouvernementales, tenue à

Bonn (Allemagne) en septembre 2011 et à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue en juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil).

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été spécifiée.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation appuie des activités visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (objectif n° 3), et soutient les objectifs de la Commission de la condition de la femme. Elle finance l'octroi de bourses annuelles à des femmes qui étudient les soins infirmiers au Moyen-Orient. Elle a parrainé la construction de puits en Inde et dans d'autres pays, contribuant ainsi à réduire la mortalité infantile et à aider au développement économique de communautés locales (objectif n° 1).

5. Teresian Association

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

La Teresian Association est une organisation catholique qui affirme la dignité de chaque individu et offre des options privilégiées pour les pauvres. Ses membres s'efforcent de promouvoir le progrès humain et de transformer les structures sociales par l'éducation et la culture.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association a pour mission de promouvoir les droits de l'homme et de bâtir une société fondée sur la justice et la solidarité. Elle accorde la plus haute importance à l'éducation, consciente de son pouvoir de transformation et de sa contribution à faire des individus des personnes autonomes et des agents de progrès social. Elle a ses propres écoles et centres de formation qui dispensent une éducation scolaire et non-scolaire. Elle s'emploie à promouvoir la femme, la famille et les jeunes et à encourager la coopération avec d'autres groupes et organisations qui œuvrent pour le progrès de l'humanité et de la culture.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'Association a contribué aux travaux des Nations Unies en organisant les manifestations suivantes :

a) Une réunion intitulée « Organisations internationales : opportunités et défis pour la Teresian Association », tenue en Espagne du 28 au 30 août 2013, pour traiter du rôle que jouent les organisations non gouvernementales (ONG) et les possibilités qui leur sont offertes de progresser dans la poursuite des objectifs du Conseil économique et social;

- b) Une réunion intitulée « Interculturalisme, société et éducation », tenue en Colombie du 5 au 9 octobre 2013, pour traiter des droits des femmes et de l'éducation pour tous;
- c) Une réunion intitulée « Éduquer dans des temps difficiles : l'école, la mémoire et la citoyenneté », tenue à Rio de Janeiro (Brésil) le 18 août 2012;
- d) Une réunion sur l'éducation interculturelle et interdisciplinaire, tenue dans l'État plurinational de Bolivie du 4 au 7 juillet 2012;
- e) Un congrès sur l'éducation intitulé « Educa2011 », tenu à Madrid du 8 au 10 décembre 2011;
- f) Une réunion sur le rôle transformateur de l'éducation, tenue aux Philippines le 19 janvier 2011.

Participation à des réunions des Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- a) Un séminaire organisé dans le cadre de la Journée mondiale de l'alimentation sur le thème « Des systèmes alimentaires durables pour la sécurité alimentaire et la nutrition », tenu à Rome le 21 octobre 2013;
- b) La cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York du 27 février au 9 mars 2012;
- c) La cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York du 22 février au 4 mars 2011;
- d) La dix-septième session du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève du 30 mai au 17 juin 2011;
- e) Le segment de haut niveau de la session de fond de 2011 du Conseil économique et social, tenue à Genève du 4 au 8 juillet;
- f) La seizième session du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève du 28 février au 25 mars 2011;
- g) La cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York du 1^{er} au 12 mars 2010;
- h) La treizième session du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève du 1^{er} au 26 mars 2010;
- i) La plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue à New York du 20 au 22 septembre 2010.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été spécifiée.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association appuie les objectifs n^{os} 1, 2, 3 et 8 à l'aide de projets et a offert une bibliothèque pour enfants au Cameroun; elle aide les enfants des rues en République démocratique du Congo; elle a ouvert un laboratoire médical en Guinée

équatoriale; elle travaille avec les populations autochtones et marginalisées de l'État plurinational de Bolivie; elle dispense une éducation sur les droits de l'homme en République dominicaine; elle aide à promouvoir les droits de l'homme au Mexique; elle a offert une assistance en Haïti après le séisme de janvier 2010; elle apporte un appui aux travailleuses à revenu limité en Inde; elle met des bibliothèques à la disposition des réfugiés en Jordanie et dans l'État de Palestine; et elle offre une formation d'enseignants et une éducation par les médias à Cuba.

6. Fondation éducative internationale « To Love Children » (Aimer les enfants)

Statut consultatif spécial : 2006

Introduction

La Fondation éducative internationale « To Love Children » (Aimer les enfants) s'efforce de promouvoir l'éducation des filles de la jeune enfance à l'enseignement supérieur et de préparer des femmes au rôle de dirigeants. Elle a pour mission de créer des possibilités d'éducation durables pour les filles afin de briser l'engrenage de la pauvreté. Elle s'est fixé pour slogan « d'éduquer les filles pour des lendemains meilleurs ».

Buts et objectifs de l'organisation

La Fondation fait campagne en faveur de possibilités d'amélioration durable de l'éducation des filles aux niveaux local, national et international. Elle conseille les pouvoirs locaux, les organisations de la société civile, des entités du secteur privé, des ONG, des dirigeants communautaires locaux et des groupes de femmes pour la réalisation d'objectifs communs. Elle cherche à trouver des solutions adaptées à chaque culture et ne préconise pas la même approche pour tous. Elle organise des ateliers sur le développement de l'éducation du jeune enfant et encourage le libre accès aux programmes de préparation en ligne à des diplômes universitaires et le perfectionnement professionnel constant des enseignants et des éducateurs volontaires. Elle a également pour but de développer les aptitudes à la paix et au règlement des conflits à travers des ateliers pour jeunes et de propager des valeurs et une morale propres à favoriser la justice sociale et l'égalité.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

La Fondation a présenté des exposés oraux et écrits lors du segment de haut niveau des sessions de fond de 2011 et 2012 du Conseil économique et social, tenues respectivement à New York du 2 au 9 juillet 2012 et à Genève du 4 au 8 juillet 2011. Elle parraine une émission-débat radiophonique en ligne destinée à promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement. Elle accorde des dons à l'UNICEF et rencontre régulièrement des fonctionnaires de cette organisation en poste dans les pays. Elle a contribué à des concertations sur le programme de développement pour l'après-2015 au sein des Nations Unies. Sa compétence essentielle réside dans son approche communautaire transdisciplinaire de la coopération et de la collaboration avec d'autres acteurs.

Participation à des réunions des Nations Unies

La Fondation a participé à une manifestation sur le thème « Promouvoir des recommandations régionales pour l'après-2015 : dialogue entre des représentants de la société civile, des gouvernements et des Nations Unies », tenue au siège des Nations Unies le 22 septembre 2013, et a pris part à un débat en ligne sur l'autonomisation, l'éducation et l'égalité organisé par la Commission du développement social et tenu au siège des Nations Unies les 29 et 30 juin 2010.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été spécifiée.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Parmi les initiatives de l'organisation figurent des activités liées à l'objectif n° 2. En coopération avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le PNUD, l'UNICEF et d'autres partenaires, la Fondation s'est employée à combler les lacunes du programme de développement pour l'après-2015. En Ouganda, elle a lancé un programme de formation de formateurs qui a touché plus de 1 000 jeunes. En 2010, elle a participé à un débat en ligne intitulé « Mise en œuvre des objectifs et des engagements approuvés à l'échelle internationale concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ».

7. UNESCO Association of Guwahati

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

La UNESCO Association of Guwahati a été créée à Assam (Inde) et est reconnue par la Commission nationale indienne de coopération avec l'UNESCO du Ministère du développement des ressources humaines de l'Inde.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association a pour buts et objectifs de promouvoir la connaissance et de susciter une prise de conscience des idéaux de l'UNESCO.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'Association organise des réunions et séminaires à l'occasion de journées internationales telles que la Journée internationale de la femme, la Journée mondiale de la santé, la Journée mondiale de l'environnement, la Journée mondiale de la population, la Journée des Nations Unies, la Journée des droits de l'homme et la Journée mondiale de la lutte contre le sida. Elle organise des séminaires sur les questions d'environnement, les droits de l'homme et le VIH/sida. L'Association a créé des bibliothèques des Nations Unies dans 16 districts de l'Inde où le public a accès aux publications des Nations Unies et de ses institutions.

Participation à des réunions des Nations Unies

Aucune participation n'a été indiquée.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'Association a coopéré avec le bureau de l'UNESCO et le centre d'information des Nations Unies à New Delhi, ainsi qu'avec le centre Assam de l'UNICEF.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Les initiatives de l'Association ont porté sur les objectifs n^{os} 2, 3, 6 et 7, à savoir sur l'égalité des sexes, le VIH/sida, l'environnement, la foresterie et l'éducation.

8. Union nationale des écrivains et artistes de Cuba

Statut consultatif spécial : 1998

Introduction

L'Union nationale des écrivains et artistes de Cuba est une organisation sociale de promotion de la culture et des arts. Ses membres sont des écrivains, des musiciens et des artistes cubains.

Buts et objectifs de l'organisation

Parmi les buts de l'organisation figure la préservation de l'identité culturelle cubaine, la promotion du climat moral et des conditions matérielles nécessaires à la création artistique et littéraire; la représentation des intérêts professionnels de ses membres; l'expansion et le développement des liens entre l'art et la littérature; l'élargissement de la participation des intellectuels cubains aux débats internationaux; et l'établissement de liens avec des institutions, des universités et des fondations tant à Cuba qu'à l'étranger, afin de promouvoir des contacts directs et de propager les valeurs universelles de la culture.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation a contribué à la onzième session du Groupe de travail du Conseil des droits de l'homme sur l'Examen périodique universel, tenue à Genève du 2 au 13 mai 2011. Elle a présenté le rapport de Cuba au Comité contre la torture. L'organisation a également contribué aux travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

Participation à des réunions des Nations Unies

Aucune participation n'a été spécifiée.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été spécifiée.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été spécifiée.

9. United Nations Watch**Statut consultatif spécial : 2002****Introduction**

United Nations Watch a son siège à Genève. Le rayonnement de son œuvre est international; sur ses 100 membres, 50 % se trouvent en Europe, 38 % en Amérique du Nord, 6 % en Asie et 4 % en Océanie. Son bulletin sur les grandes questions que traitent les Nations Unies atteint 45 000 abonnés à travers le monde. Elle est particulièrement active sur les médias sociaux : elle compte 31 000 supporters sur Facebook (et touche 320 000 personnes chaque semaine), plus de 10 000 fidèles sur Twitter et quelque 5 700 abonnés à son canal YouTube, qui totalisent près de 3 millions de visites.

Buts et objectifs de l'organisation

Cette organisation s'efforce de promouvoir les principes de la Charte des Nations Unies, de faire connaître les activités des Nations Unies et de défendre la cause des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous. C'est ainsi qu'elle participe aux travaux des divers organismes des Nations Unies et s'emploie à les faire connaître. L'organisation participe à des réunions des Nations Unies, sert de liaison avec d'autres ONG pour la préparation de diverses manifestations des Nations Unies et publie un bulletin périodique ainsi que des écrits occasionnels sur des événements liés aux Nations Unies. Elle favorise la compréhension du système des Nations Unies à travers ses séminaires pour étudiants ainsi que par des programmes de bourses d'études et de stages.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

United Nations Watch a coopéré avec divers organes pertinents des Nations Unies et a consacré de nombreuses contributions écrites et orales à la cause des droits de l'homme, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'égalité des sexes, de la défense des victimes, de la prévention du génocide et des atrocités, de l'action contre la violence à l'égard des femmes et de la lutte contre toutes les formes d'oppression, de racisme et de discrimination. United Nations Watch collabore avec les organes et institutions des Nations Unies à Genève, New York et ailleurs.

Participation à des réunions des Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- a) La treizième session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève les 27 et 28 janvier 2010;
- b) La septième session du Groupe de travail sur l'examen périodique universel, tenue à Genève du 8 au 19 février 2010;
- c) La neuvième session du Groupe de travail sur l'examen périodique universel, tenue à Genève du 1er au 12 novembre 2010;
- d) La quatorzième session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève le 23 décembre 2010;
- e) La quinzième session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève le 25 février 2011;
- f) La douzième session du Groupe de travail sur l'examen périodique universel, tenue à Genève du 3 au 14 octobre 2011;
- g) La dix-neuvième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève du 17 février au 23 mars 2012;
- h) La treizième session du Groupe de travail sur l'examen périodique universel, tenue à Genève du 21 mai au 4 juin 2012;
- i) La vingt et unième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève du 10 au 28 septembre 2012;
- j) La quinzième session du Groupe de travail sur l'examen périodique universel, tenue à Genève du 21 janvier au 1^{er} février 2013;
- k) La vingt-quatrième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève du 9 au 27 septembre 2013;
- l) La dix-septième session du Groupe de travail sur l'examen périodique universel, tenue à Genève du 21 octobre au 1^{er} novembre 2013.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

United Nations Watch a tenu des réunions privées et/ou des manifestations publiques avec plusieurs fonctionnaires et experts des Nations Unies afin de promouvoir et de protéger les droits de l'homme. Parmi ces fonctionnaires figuraient les chefs d'institutions des Nations Unies, des présidents du Conseil des droits de l'homme, et plusieurs fonctionnaires et rapporteurs spéciaux du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

À travers les conférences sur les droits de l'homme et les déclarations présentées au Conseil des droits de l'homme, l'organisation, de concert avec des partenaires de la société civile, a soulevé les questions de l'accès à l'éducation pour les femmes et les filles et de la violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles, y compris le viol, à l'appui de l'objectif n° 3. Les déclarations de United Nations Watch dénoncent les pratiques traditionnelles préjudiciables, telles que les crimes d'honneur, les sévices sexuels et les mariages forcés.

10. United Network of Young Peacebuilders (Réseau de jeunes agents de consolidation de la paix)

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

United Network of Young Peacebuilders est un réseau international reliant 60 organisations de jeunes agents de consolidation de la paix à travers 35 pays. Cette organisation a pour vision un avenir où les jeunes joueront un rôle déterminant dans l'avènement d'un monde où règneront la paix, la justice, la solidarité, la dignité humaine et le respect de la nature.

Buts et objectifs de l'organisation

Cette organisation s'emploie à renforcer les initiatives de consolidation de la paix animées par des jeunes en tenant compte des besoins de ses membres; elle offre un espace sûr pour le dialogue et la transformation des conflits, développe les capacités d'organisation de ses membres et fait entendre les voix des jeunes aux responsables politiques aux niveaux régional et mondial. Elle contribue aux travaux de ses membres à travers ses programmes sur le renforcement des capacités et le plaidoyer. Son action comporte également une importante dimension d'égalité des sexes.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Le *Programme d'action mondial pour la jeunesse* est le document de politique de développement des Nations Unies le plus étroitement lié aux travaux de l'organisation, qui appuie le contenu de ce document, notamment par le biais des activités suivantes : promotion de l'éducation pour la paix à travers ses stages régionaux en Afrique et son projet « d'intégration de l'éducation pour la paix »; le renforcement du dialogue interculturel, par son projet « problématique hommes-femmes et jeunesse dans les États fragiles »; et le renforcement de la participation des jeunes aux processus de décision, avec son projet « d'équipe de plaidoyer en faveur de la jeunesse ».

Participation à des réunions des Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- a) La cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York du 22 février au 4 mars 2011;
- b) La seizième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève du 28 février au 25 mars 2011, au cours de laquelle elle a présenté une déclaration orale sur l'autonomisation des enfants afin de mettre fin à la violence culturelle; coparrainé deux déclarations orales sur le projet de déclaration des Nations Unies sur les droits fondamentaux à l'éducation et à la formation; et apporté deux contributions à une résolution sur les droits de l'enfant;

c) Le segment de haut niveau de la session de fond de 2011 du Conseil économique et social, tenue à Genève du 4 au 8 juillet 2011, où elle a présenté une déclaration orale sur l'éducation en tant que ressource;

d) Les réunions préparatoires au Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé de négocier progressivement un projet de déclaration des Nations Unies sur le droit à la paix, tenues à Genève du 18 au 21 février 2013, où elle a présenté des déclarations écrites et orales sur l'application du droit à la paix.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation participe aux travaux du Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes, en particulier de son sous-groupe de travail sur la participation des jeunes à la consolidation de la paix. Elle a accueilli deux débats conjointement avec le sous-groupe de travail, le premier le 10 juillet 2013 et le second le 11 octobre 2013. Elle a également participé à l'organisation et pris la parole à une manifestation célébrant la Journée internationale de la paix organisée par le Groupe de liaison avec les organisations non gouvernementales de l'Office des Nations Unies à Genève le 21 septembre 2011.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité n'a été spécifiée.

11. Viva Rio

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

Viva Rio est une organisation de la société civile ayant son siège à Rio de Janeiro (Brésil) créée pour répondre directement aux niveaux croissants de violence armée dans l'État de Rio de Janeiro. Elle a pour principal but de promouvoir la paix et le développement à l'échelon local en créant les moyens de mettre fin à la violence urbaine et à l'exclusion sociale. Viva Rio se fonde sur l'idée de la sécurité humaine en tant que principe directeur et considère que le développement, la paix et la sécurité et les droits de l'homme sont inséparables et se renforcent mutuellement, comme il est indiqué dans le Document final du Sommet mondial de 2005 (voir résolution 60/1 de l'Assemblée générale). Bien qu'il n'existe pas de simple relation de cause à effet entre la pauvreté et l'exclusion social d'une part et la violence urbaine armée de l'autre, une fois que la violence s'installe, ces trois facteurs se renforcent mutuellement en un cercle vicieux. Pour briser ce cycle, il importe que la sécurité, l'inclusion sociale et le développement soient intégrés dans des politiques spécifiques.

Buts et objectifs de l'organisation

Pour atteindre ses objectifs, Viva Rio œuvre dans trois grands domaines : les communications, des actions locales et la sécurité humaine. L'ultime objectif de Viva Rio est de promouvoir des solutions efficaces au moyen de stratégies de

plaidoyer et de communication pour que les solutions atteignent une plus grande échelle, soient érigées en politique publique et soient reprises par l'État, le marché et d'autres ONG. Au cours des 15 dernières années, Viva Rio s'est dotée d'un solide réseau de partenaires, d'appuis et de donateurs et a été partie à plusieurs réseaux nationaux, régionaux et internationaux opérant dans ses domaines de compétence. Viva Rio a établi sa réputation dans ces domaines non seulement au Brésil, mais aussi dans d'autres pays d'Amérique latine, en Haïti et dans certains pays africains.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Depuis 2010, Viva Rio participe à des activités visant à renforcer la sécurité humaine telle qu'elle est définie par le PNUD. Elle met en œuvre un programme de formation de la police afin de promouvoir des pratiques de police communautaire, des campagnes de remise volontaire d'armes à feu et maintient depuis 2011 un lieu de collecte pour la campagne nationale de désarmement. Viva Rio a établi une relation de partenariat avec l'Unité de police pacificatrice afin de promouvoir de meilleures pratiques parmi les organisations de maintien de l'ordre. Elle a établi un programme d'apprentissage de jeunes afin de promouvoir le bien-être des communautés pauvres en plaçant les jeunes exposés à des risques sur le marché du travail.

Participation à des réunions des Nations Unies

À la suite de la conférence interministérielle de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) tenue à Vienne en mars 2009, Viva Rio a été chargée d'assurer le secrétariat de la Commission latino-américaine sur la drogue et la démocratie, qui a présenté un rapport recommandant un examen des politiques de lutte contre la drogue au niveau régional à plusieurs réunions des Nations Unies. L'organisation était membre de la commission chargée de rédiger l'étude indépendante réalisée par le Groupe consultatif de haut niveau sous la direction de M. Jean-Marie Guéhenno, ancien Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, sur les moyens civils à mobiliser dans les situations postconflituelles, qui a été présentée au Président de l'Assemblée générale et à la Présidente du Conseil de sécurité en 2011 (A/65/747-S/2011/85).

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a participé aux activités suivantes :

- a) De 2010 à 2013, elle a coopéré avec la Section de réduction de la violence communautaire de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) dans les quartiers de Bel-Air et Cité Soleil à Port-au-Prince;
- b) En 2011 et 2012, elle a collaboré à un programme de travail contre rémunération du PNUD en Haïti pour l'enlèvement des déchets et la réparation des canaux et de la voirie dans les municipalités de Cité Soleil, Port-au-Prince et Delmas;

c) En 2012 et 2013, elle a contribué à un programme de production contre rémunération du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) pour l'enlèvement des débris après le séisme de 2010;

d) En 2010, elle a dispensé une aide pendant les situations d'urgence en Haïti en coordination avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat;

e) De 2010 à 2012, avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), elle a mis en place un système intégré de digestion anaérobie en Haïti.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation de l'objectif n° 1 en distribuant des trousseaux d'hygiène et d'alimentation en Haïti; de l'objectif n° 2 en accordant des bourses d'études d'un an aux enfants dans le cadre des accords de paix et de réduction de la violence en Haïti; de l'objectif n° 3 en 2013, en appuyant la recherche sur les rôles des hommes et des femmes et leurs relations dans les quartiers pauvres en Haïti; des objectifs n°s 4 et 5, en favorisant depuis 2010 une stratégie de santé familiale, de concert avec les pouvoirs locaux et l'administration de l'État de Rio de Janeiro (Brésil), dans le cadre d'un programme national visant à réduire la mortalité infantile et à améliorer la santé maternelle, et en mettant en œuvre, en 2010-2012, des projets de santé dans les écoles primaires et la clinique de Kay Nou en Haïti; de l'objectif n° 6 en entretenant des centres de traitement du choléra en Haïti en 2010-2011; à l'objectif n° 7, en favorisant l'éducation environnementale à Rio de Janeiro en qualité de membre des conseils consultatifs pour les monuments nationaux des îles Cagarras et de la chaîne montagneuse de la Serra dos Orgãos; en mettant en œuvre en 2010 un projet de recyclage des déchets solides dans les municipalités de Port-au-Prince, Cité Soleil et Delmas en Haïti; et en offrant, depuis 2011, des cours techniques sur l'écotourisme en partenariat avec EcoBrasil, à travers le Centre de formation Raymond Louis Roy.

12. Wildlife Conservation Society (Société pour la conservation de la vie sauvage)

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

La Wildlife Conservation Society, fondée en 1895, s'emploie à sauver la faune et la flore sauvages et les espaces sauvages. Elle a utilisé la puissance de son œuvre mondiale de conservation et la gestion de ses cinq parcs à New York pour créer l'organisation de conservation la plus complète au monde. Elle gère actuellement quelque 500 projets de conservation dans plus de 60 pays et compte un effectif total de 4 000 personnes.

Buts et objectifs de l'organisation

La Société a la vision d'un monde où la vie sauvage s'épanouit sur des terres et dans des mers saines et où les sociétés protègent la diversité et l'intégrité de la vie sur la Terre et en bénéficient. Elle protège la vie sauvage et les espaces sauvages

dans le monde entier à travers la science, des mesures de conservation et d'éducation et en apprenant aux populations à apprécier la nature. Elle poursuit ses buts en faisant un travail de longue haleine sur le terrain dans les espaces sauvages à travers le monde et en gérant le plus vaste ensemble mondial de parcs naturels, à l'instar de son porte drapeau qu'est le Zoo du Bronx à New York.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

La Société participe aux travaux des Nations Unies à travers le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable et les commissions techniques du Conseil économique et social et travaille en étroite collaboration avec les organismes des Nations Unies aux niveaux mondial, régional et national pour appuyer les stratégies et politiques de développement menées par les pays. Elle joue un rôle technique consultatif auprès des États membres des Nations Unies sur les questions d'environnement et de conservation tant terrestres que marines. Elle suit de près les travaux du Conseil de sécurité.

Participation à des réunions des Nations Unies

La Société a participé aux réunions ordinaires et aux réunions de commissions permanentes des conférences des parties à la Convention sur la diversité biologique, à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, à la Convention sur la conservation des espèces migratrices d'animaux sauvages, à la Convention relative à la protection, à la gestion et à la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique orientale, et à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

La Société a accueilli une manifestation célébrant l'Année internationale de la biodiversité, à laquelle ont participé des délégués avant la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la biodiversité, tenue le 22 septembre 2010. Elle a participé et présenté des communications aux réunions du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable en 2013.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

La Société a coopéré avec les organismes suivants des Nations Unies pendant la période couverte par le présent rapport :

- a) Six institutions des Nations Unies à l'appui de la conservation et de la gestion durable des réserves de biosphère du Parc de Yasuni en Équateur;
- b) Le PNUD, pour la formation des responsables de la vie sauvage du Soudan du Sud sur tous les aspects de la gestion professionnelle des parcs du Soudan du Sud;
- c) L'ONUDC sur le trafic illégal des espèces sauvages au Viet Nam;
- d) L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres institutions sur le virus de la grippe aviaire A (H7N9).

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La majeure partie des travaux de la Société à l'échelle mondiale sont liés aux objectifs n^{os} 1, 7 et 8. En voici quelques exemples :

- a) Mise en œuvre de l'initiative « Mer et ciel » en Argentine, visant à protéger le vaste paysage océanique de l'Atlantique du sud-ouest, épice de productivité biologique;
- b) Conservation de la forêt de Prek Toal au Cambodge;
- c) Conservation de la biodiversité, conservation du tigre Amur et sensibilisation du public à l'importance de l'environnement et de la conservation en Chine;
- d) Appui à la planification de l'utilisation des sols, aux ressources communautaires et aux zones d'extraction de la Réserve d'Okapi, site du patrimoine mondial de la République démocratique du Congo;
- e) Protection du Parc national de l'Ivindo et de ses éléphants de forêt au Gabon;
- f) Études scientifiques de la faune sauvage et appui à l'élaboration de stratégies de conservation en République démocratique populaire lao;
- g) Conservation du paysage MaMaBay, qui comprend plus de 10 % des forêts pluviales de Madagascar, et de la plus vaste zone de vèlage et de reproduction des baleines à bosse de l'océan Indien;
- h) Assistance technique pour la gestion des parcs nationaux du Congo et gestion directe du Parc national de Nouabalé-Ndoki;
- i) Formation, recherche, suivi, appui institutionnel, éducation, reboisement, planification et découverte de nouvelles espèces en République-Unie de Tanzanie.

13. Women Organization for Development and Capacity-Building (Organisation de femmes pour le développement et le renforcement des capacités)

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

La Women Organization for Development and Capacity-Building développe l'instruction, les connaissances économiques et les aptitudes sociales des femmes touchées par la guerre. Elle contribue à promouvoir un milieu sain et à sensibiliser les femmes aux questions de santé, de nutrition, de droits des femmes et l'égalité entre les sexes. Elle habilite les femmes à jouer un rôle positif en accroissant leur revenu et participe à des campagnes de réduction de la pauvreté dans les États du Nil Bleu, du Kordofan du Sud, du Darfour central, de Kassala et de Khartoum.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation vise à éliminer l'analphabétisme et à promouvoir l'éducation des adultes parmi ceux qui ont abandonné leurs études secondaires. Elle offre un

appui pédagogique aux jeunes écolières et des stages de formation sur les technologies de l'information, les premiers secours, la gestion, les travaux d'aiguilles et la couture, la cuisine et les métiers d'artisanat. Elle encourage les campagnes pour l'hygiène du milieu et organise des cours sur la santé, les droits des femmes, les questions d'égalité des sexes, le VIH/sida et les maladies endémiques.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation est membre actif du mécanisme de coordination par groupe sectoriel inclus dans le plan de travail humanitaire pour le Soudan du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Elle apporte régulièrement une participation active aux secteurs de la nutrition, de la protection, de l'éducation et de la santé. Elle a reçu des fonds de plusieurs institutions des Nations Unies et d'autres donateurs internationaux pour la mise en œuvre de projets dans différentes régions du Soudan. Elle collabore avec les parties prenantes à la mise en œuvre des recommandations issues de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme sur le Soudan. En 2013, elle a participé à l'examen des rapports périodiques du Conseil. Elle est également membre du réseau de la Commission de la condition de la femme au Soudan.

Participation à des réunions des Nations Unies

L'organisation a participé à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York du 22 février au 4 mars 2011, et a présenté une déclaration écrite à une manifestation organisée en marge de cette session. Elle a également participé à la cinquante-sixième session de la Commission, tenue à New York du 27 février au 9 mars 2012, qui portait sur l'autonomisation des femmes rurales et leur rôle vis-à-vis de la pauvreté et de l'élimination de la faim, du développement et des défis actuels.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a mis en œuvre plusieurs projets et programmes en collaboration avec l'UNICEF dans les domaines de l'éducation et de la nutrition au Soudan du Sud avant la séparation de l'État du Nil Bleu et de l'État du Kordofan méridional en 2012. En 2012, elle a reçu des fonds du PNUD pour la mise en œuvre de multiples projets de vulgarisation dans l'État du Kordofan du Nord ainsi que dans les États du Nil Bleu et de Sennar, et des projets liés à la violence à l'égard des femmes et au VIH/sida. En 2013, le PNUD a appuyé le programme de l'organisation pour la réintégration des rapatriés au Darfour central. En 2013, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a financé le programme de santé génésique de l'organisation dans l'État du Darfour central et l'État du Kordofan méridional. Depuis 2012, l'Opération hybride de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour appuie l'action de l'organisation dans les domaines de la consolidation de la paix, de l'éducation, de la réduction de la pauvreté, de la santé et de l'émancipation des femmes.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a lancé les initiatives suivantes :

a) À l'appui de l'objectif n° 1, elle a offert des moyens de subsistance et dispensé une formation à des jeunes sur la préparation d'aliments et le financement de petits projets; elle a fourni du bétail et distribué des semences, des aliments et des chèvres;

b) À l'appui de l'objectif n° 2, elle a aidé à améliorer la qualité et l'accès à l'éducation de base aux enfants touchés par des conflits en construisant et en rénovant des écoles, en offrant des classes d'alphabétisation pour adultes et une éducation accélérée pour décrocheurs scolaires, ainsi qu'une formation aux enseignants pour les habiliter à apporter un appui psychologique;

c) À l'appui de l'objectif n° 3, elle s'est efforcée de sensibiliser les femmes à leurs droits et a mené une campagne de lutte contre la violence et les mauvais traitements infligés aux femmes et aux filles;

d) À l'appui de l'objectif n° 4, elle a dispensé une formation aux sages-femmes, encouragé la connaissance en matière de santé génésique et ouvert des centres d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et des cliniques mobiles.

e) À l'appui de l'objectif n° 5, elle a mené des campagnes de vaccination et apporté un appui nutritionnel aux femmes qui allaitent;

f) À l'appui de l'objectif n° 6, elle a fait un effort de sensibilisation au VIH/sida au moyen de pièces en langue locale; elle a mené des campagnes de lutte contre le paludisme et de promotion de l'accouchement sans risques afin de prévenir la transmission de maladies;

g) À l'appui de l'objectif n° 7, elle a dispensé une formation sur la gestion des ressources naturelles; elle a fait campagne pour une sensibilisation aux problèmes d'environnement et mis en œuvre des programmes de promotion de l'hygiène du milieu;

h) À l'appui de l'objectif n° 8, l'organisation a travaillé notamment en association avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le PNUD, la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation internationale pour les migrations OIM).

14. Women Power Connect

Statut consultatif spécial : 2010

Introduction

Women Power Connect est une organisation indienne opérant sous forme de réseau qui fait fonction d'organe de plaidoyer. Elle compte plus de 1 400 membres dans les 29 États du pays.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation se caractérise par sa détermination à combattre la discrimination fondée sur le sexe et à créer une société juste envers hommes et femmes en œuvrant pour l'autonomisation politique, sociale et économique des femmes.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation a travaillé sur plusieurs questions; elle s'est notamment employée à réduire la violence à l'égard des femmes, à aider à mobiliser les communautés et à susciter une réponse de la population afin de prévenir la sélection prénatale en fonction du sexe et de mettre fin au déclin du nombre de filles par rapport aux garçons; à créer un contexte propice à la bonne application de lois favorables aux femmes à travers une activité de plaidoyer et la participation de la société civile; à assurer l'accès des femmes à la terre et leur autorité dans ce domaine; à effectuer une étude du point de vue des étudiants des collèges universitaires sur le harcèlement sexuel à Bangalore; à faire fonction de partenaire stratégique dans les activités de plaidoyer afin de renforcer l'accès des populations mobiles aux services, à l'information et à l'aide pour la lutte contre le VIH/sida; et à habiliter les filles en luttant contre le mariage d'enfants.

Participation à des réunions des Nations Unies

L'organisation a participé à un débat sur le thème « Promouvoir l'autorité des femmes en matière économique et politique : transformer la vie, transformer l'Inde » lors d'une table ronde organisée par le PNUD à New Delhi le 14 mars 2012. Elle a pris part aux consultations nationales sur le renforcement de la protection sociale en Inde, organisées par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et l'Institute of Social Studies Trust, qui ont eu lieu à New Delhi le 4 juillet 2013.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Au cours de la période couverte par le présent rapport, Women Power Connect :

- a) A organisé, en collaboration avec le FNUAP un atelier à l'échelon national au cours duquel des ONG partenaires ont fait part de leurs expériences concernant le projet de lutte contre le déclin du nombre de filles par rapport aux garçons, qui s'est tenu les 15 et 16 novembre 2010;
- b) A organisé, en collaboration avec le Ministère du développement de la femme et de l'enfant et ONU-Femmes, une consultation sur la traite des êtres humains et le VIH/sida, qui s'est tenue le 29 juin 2010;
- c) A mis en œuvre, avec le soutien du FNUAP et en collaboration avec 31 ONG de 11 États de l'Inde, un projet de trois ans visant à appuyer la mobilisation des communautés et à susciter une réaction de la population afin de prévenir la sélection du sexe et de mettre fin au déclin du nombre de filles par rapport aux garçons;

d) En collaboration avec la Commission du Plan de l'Inde et ONU-Femmes, a organisé des consultations sur les questions touchant les femmes et a contribué à la rédaction du document introductif du douzième Plan quinquennal; les consultations ont eu lieu les 18 et 19 décembre 2010;

e) A examiné, pour l'Organisation internationale du Travail (OIT) la politique en faveur de l'égalité des sexes de la Conférence permanente des entreprises publiques (2011-2012); cette initiative répondait à un engagement international d'intégration de l'égalité des sexes aux entreprises du secteur public;

f) A élaboré, pour l'OIT, un manuel pour l'Inde sur le travail des enfants, dans le cadre du projet de Programme international d'élimination du travail des enfants en Inde (2012-2013).

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

À l'appui de l'objectif n° 2, le 28 novembre 2013, à New Delhi, l'organisation a préconisé que le développement de la femme soit inclus dans les manifestes électoraux des partis politiques présentant des candidats aux élections générales indiennes de 2014, et demandé instamment que les partis politiques s'engagent à traiter les questions de la discrimination à l'égard des femmes dans leurs manifestes.

À l'égard de l'objectif n° 3, l'organisation a rédigé un document intitulé « Ending child marriage : an indicator to measure progress on the needs and rights of adolescent girls » (Mettre fin au mariage d'enfants : indicateur de mesure des progrès concernant les besoins et les droits des adolescentes) afin de promouvoir l'inclusion du mariage d'enfants comme indicateur dans le programme de développement pour l'après-2015.

En 2012, l'organisation a lancé des programmes sur la Journée internationale de la Terre nourricière (22 avril) pour faire connaître le Réseau de la Journée de la Terre et la Journée de la Terre en Inde, en mettant l'accent sur les femmes et l'économie verte.

À l'appui de l'objectif n° 8, l'organisation a collaboré en Inde avec des hauts fonctionnaires, des ONG et des jeunes d'Afghanistan, du Bhoutan, du Népal, de Turquie et des États-Unis sur les questions concernant les femmes et le plaidoyer.

15. Women's Right to Education Programme

Statut consultatif spécial : 2006

Introduction

Women's Right to Education Programme (Programme pour le droit des femmes à l'éducation) est une organisation volontaire qui vise à offrir une plateforme aux femmes, aux jeunes et autres parties prenantes pour l'éducation et à établir des liens et entreprendre des projets destinés à faciliter la quête d'une éducation de qualité pour tous. Cette organisation cherche à promouvoir le développement en favorisant l'autonomisation des femmes et la justice économique. Elle s'efforce de combattre l'analphabétisme et le manque d'accès à l'école dont souffrent les femmes et les jeunes de certaines communautés. Elle reconnaît qu'une éducation fonctionnelle est un important moyen d'habiliter les femmes et les jeunes

à tous les aspects de la vie, et surtout de les aider à développer leurs aptitudes et de devenir autonomes et capables d'initiative.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a la vision d'un Nigéria où hommes et femmes seraient traités équitablement et jouiraient de l'égalité et où prévaudrait la justice socioéconomique. Elle cherche à promouvoir une véritable culture d'apprentissage tout au long de la vie, de transparence et de responsabilité dans la mobilisation, l'allocation et l'utilisation des ressources des communautés, des États et du pays de manière à établir un niveau de vie acceptable pour tous les Nigériens.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Aucune contribution n'a été indiquée.

Participation à des réunions des Nations Unies

L'organisation a participé aux cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues à New York respectivement en 2012 et 2013, et a organisé des manifestations en marge de ces sessions. Elle a participé à tous les processus liés aux réunions de la Commission préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur le Traité sur le commerce des armes, ainsi qu'aux réunions biennales des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation coopère avec ONU-Femmes au Nigéria, ainsi qu'avec les bureaux de pays du PNUD et de l'UNICEF. Elle a organisé des programmes conjointement avec ONU-Femmes sur les femmes, la paix et la sécurité, et a aidé à l'exécution d'une mission dans le nord du Nigéria.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

À l'appui de l'objectif n° 8, l'organisation, de concert avec Action on Armed Violence, a convoqué une réunion de la société civile sur la violence armée et le développement, qui s'est tenue à Abuja en 2011.